

Appel à contribution

Colloque international « SAOATI 2017 »

Sécurisation alimentaire : entre savoirs et actions

16 octobre 2017

Le projet de recherche *Sécurisation alimentaire : objets, acteurs et trajectoires d'innovation* (SAOATI), associant l'Université Paris 1-Panthéon Sorbonne et le Groupe Nutriset, s'intéresse aux évolutions des approches et des pratiques dans le champ de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Dans cette même dynamique, la question des savoirs, de leurs évolutions et de leurs usages instrumentaux pour la gouvernance de la sécurité alimentaire constitue le thème central de réflexion de ce colloque.

L'objectif est de mettre en relief les complémentarités et les divergences entre, d'une part, les objectifs d'ordre plutôt technocratique, faisant de la sécurité alimentaire un objectif normé, et d'autre part, les approches actionnalistes considérant la sécurisation alimentaire comme un processus (Dury et Janin, 2012 ; Héron et Janin, 2015).

Un champ d'analyse et d'intervention plus technique que politique

Plusieurs constats peuvent être faits concernant le champ – d'analyse et d'intervention – de la sécurité alimentaire et nutritionnelle :

Les acteurs impliqués ont systématiquement cherché, depuis les crises alimentaires des années 1970, à améliorer les performances techniques des systèmes de diagnostic et de surveillance. Ceci a entraîné une technicisation croissante – et parfois coûteuse – de la lutte contre la faim, qui n'a pas nécessairement fait l'objet d'évaluations objectives abouties.

En termes de diagnostic, de surveillance et de réponse, les systèmes experts en place ont très souvent privilégié la dimension micro (l'individu d'un point de vue nutritionnel, le ménage en termes de sécurité alimentaire) – plus rapide à conduire et moins sensible politiquement – que les approches communautaires ou territorialisées, même si certaines approches participatives se développent depuis les années 1990.

Les espaces de discussion, de concertation et de négociation autour de la question de la faim se sont beaucoup développés, appuyés par les technologies de communication et par un désir de participation citoyenne. Toutefois les débats sur les différentes options politiques de lutte y sont souvent relégués au second plan, la priorité étant plutôt mise sur les arbitrages techniques. Ces



arènes restent souvent marquées par des enjeux forts de représentativité et de légitimité (Patel and *al.*, 2015).

Les dimensions sociétales et politiques des crises alimentaires et nutritionnelles sont trop souvent occultées, alors qu'elles sont la démonstration même des inégalités croissantes, depuis l'échelle internationale jusqu'aux échelles locales. La gouvernance des crises est fortement extériorisée par rapport aux sociétés locales, du moins jusqu'à la médiatisation et aux effets sociaux de la crise alimentaire de 2007-2008.

Si l'analyse et l'action dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle couvrent un très large spectre, certains prismes se démarquent particulièrement : favorisant la modélisation (ex : modèle causal de la malnutrition), cherchant à promouvoir les discours régénérateurs (ex : résilience pour la sécurité alimentaire), s'appuyant sur des métrologies classificatoires (ex : échelles et scores alimentaires) ou insistant sur les relations étroites vertueuses (ex : l'innovation pour la sécurité alimentaire) (Touzard et Temple, 2012).

Les recherches en sciences sociales insistent généralement sur la variabilité des situations d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, dans le temps et dans l'espace, dans leurs causes, dans leurs manifestations comme dans leurs conséquences.

La multiplicité de ces différentes perspectives montre combien la sécurité alimentaire est un phénomène complexe, un processus dynamique et construit : elle met aux prises des groupes d'acteurs hétérogènes aux logiques, aux objectifs et aux intérêts variés, qui vont de la complémentarité à l'antagonisme (Von Braun, 2013). Elle est également le produit de décisions économiques, d'arbitrages sociaux et de dilemmes politiques paradoxaux (Nussio and Pernet, 2013), hérités et actuels, depuis l'individu jusqu'à l'international. Enfin, elle est en partie le résultat des dysfonctionnements des systèmes de mobilisation et de répartition des productions et des surplus (étatique, communautaire ou international).

Demain la « sécurisation » alimentaire ?

Les approches de sécurité alimentaire ambitionnent, en priorité, de contrôler les risques ou de réduire la vulnérabilité et de pallier les manques (Truman and Taylor, 1990).

La « sécurisation » alimentaire supposerait, pour sa part, plutôt « la création des conditions de pérennisation d'une situation donnée ou à atteindre » et porte une « attention aux processus structurants et au fonctionnement global du système alimentaire » (Janin, 2016). Ce qui peut se révéler porteur dans des contextes d'incertitudes et d'instabilités renforcées.

Par conséquent, la sécurisation s'intéresse davantage à ce qui permet de « faire face » pour construire une action positive et durable (Hubert, 2006). La notion de sécurisation englobe également les "pratiques spontanées" (hors champ de l'aide) des populations, ainsi que l'analyse de l'articulation entre les projets locaux et les pratiques alimentaires, ce qui nécessite de les étudier.

Les situations changeantes d'insécurité doivent ainsi faire l'objet d'analyses contextuelles (localement) et enracinées (sociologiquement et politiquement) afin de proposer des cadres de réponse plus adaptés, plus réactifs et plus efficaces.

Des savoirs essentiels pour l'action

Les relations croisées entre la production des connaissances, le développement d'outils et d'instruments techniques, les orientations des politiques publiques et leurs traductions opérationnelles sont déterminantes pour la compréhension du champ de la sécurisation alimentaire, de ses enjeux et de leurs évolutions.

Elles constituent le thème central de ce colloque, que l'on pourrait traduire par cette question : **Quels savoirs pour quelles actions ?**

Ce thème pourra être déployé autour de deux fils directeurs : d'abord celui des relations ambivalentes existantes entre acteurs impliqués ou mobilisés dans ce champ ; ensuite, celui des continuums imparfaits entre savoirs, instruments et outils pour la gouvernance alimentaire et nutritionnelle (Agarwal, 2014). Par exemple, les savoirs locaux, souvent valorisés dans les discours, semblent peu mobilisés par les systèmes d'aide.

A cet effet, les contributeurs pourront interroger comment la sécurisation alimentaire peut être mise en œuvre (comme projet) et analysée (comme recherche) à l'échelle des acteurs individuels, des projets de développement en lien avec les sociétés locales, ou encore à l'échelle des institutions politiques (McCullum and *al.*, 2004).

Leur réflexion pourra notamment s'appuyer sur les trois questions suivantes :

- **Sécuriser les fonctions, les systèmes ou les acteurs ?** La sécurisation peut être pensée, de manière très différente, en termes de modalités, d'échelles, de temporalités. Elle peut se décliner autour de fonctions (approvisionner, mobiliser, redistribuer,...), de la capacité d'action pérenne des acteurs impliqués ou de la recherche d'équilibre de systèmes alimentaires en instabilité permanente (Hubert et Casabianca, 2003).
- **Satisfaire les individus, les experts ou les gouvernants ?** La sécurisation peut-elle s'apprécier à l'aune des normes établies, validées et diffusées par les experts et les gouvernants ou de celles, plus implicites, exprimées par les populations et par les acteurs locaux mobilisés ? Comment articuler savoirs et pratiques experts et locaux ?
- **Piloter les sociétés ou les dispositifs ?** Si la sécurisation modifie les priorités pour l'action, quelle est sa portée instrumentale selon le type de gouvernance retenue, voulue, acceptée ou imposée ? Ne peut-elle pas devenir une forme de politisation d'une question technique au même titre que la souveraineté ?

Informations complémentaires :

Les **propositions** de communication (500 mots), en français ou en anglais, doivent être envoyées au plus tard le **20 mars 2017** à l'adresse suivante : secorialim@univ-paris1.fr.

Après l'examen des propositions par le comité scientifique, un retour sera fait aux contributeurs à la fin du mois d'avril 2017.

Les **versions finales** des communications, en français ou en anglais, ainsi que les supports visuels *Powerpoint* pour le colloque sont attendues pour le **5 septembre 2017**.

Le colloque international aura lieu le 16 octobre 2017, date anniversaire de la création de la FAO instaurée comme « Journée mondiale de l'alimentation » en 1979. Il se déroulera sur le site de l'UMR Développement et Sociétés, à Nogent-sur-Marne.

Comité scientifique :

Hubert Cochet (géographe et agro-économiste, AgroparisTech)
Isabelle Droy (économiste, IRD, UMR Résiliences)
François Enten (anthropologue, GRET)
Eric Joël Fofiri Nzossié (géographe, Université de Ngaoundéré, Cameroun)
Eric de Garine (ethnologue, LESC, Université Paris Ouest Nanterre la Défense)
Raphaëlle Héron (socio-anthropologue, UMR Développement et Sociétés, Groupe Nutriset)
Bernard Hubert (écologue, EHESS, Centre Nobert Elias, INRA)
Pierre Janin (géographe, IRD, UMR Développement et Sociétés)
Benoît Lallau (économiste, Université de Lille, UMR Clersé)
François de Charles Ouedraogo (géographe, LERMIT, Université de Ouagadougou, Burkina Faso)
Jean-Pierre Olivier de Sardan (socio-anthropologue, EHESS, Centre Nobert Elias, Lasdel, Niger)
Charles Edouard de Suremain (anthropologue, IRD, UMR PALOC)
Thomas Ribémont (politiste, Université Sorbonne Paris Cité, CERAL, Président d'ACF)
Philippe Roudier (expert sécurité alimentaire à l'AFD)
Alexis Roy (anthropologue, UMR Développement et Sociétés)
Ludovic Temple (économiste, CIRAD, UMR Innovations)
Delphine Thivet (sociologue, ENS, Centre Maurice Halbwachs)

Comité d'organisation :

Carlos Cortes-Zea, chargé de la valorisation de la recherche, IEDES, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne : carlos.cortes-zea@univ-paris1.fr
Raphaëlle Héron, chercheuse associée à l'UMR Développement et sociétés / Relai sciences sociales pour le *Groupe Nutriset* : raphaelleheron@gmail.com
Pierre Janin, directeur de l'UMR Développement et sociétés, coordinateur du projet SAOATI : pierre.janin@ird.fr
Alexis Roy, chercheur associé à l'UMR Développement et sociétés, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne: alexis.roy@univ-paris1.fr
Sadio Soukouna, chercheuse associée à l'IMAF, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne: sadio.soukouna@univ-paris1.fr

Bibliographie indicative :

Agarwal Bina, 2014. « Food sovereignty, food security and democratic choice: critical contradictions, difficult conciliations », *The Journal of Peasant Studies*, vol. 41, n° 6, p. 1247-1268.
Dury Sandrine et Janin Pierre (coord.), 2012. La sécurisation alimentaire en Afrique : enjeux, controverses et modalités. Paris, John Libbey Eurotext, *Cahiers Agricultures*, vol. 21, n° 5, p. 281-384.
Héron Raphaëlle et Janin Pierre, 2015. « Sécurisation versus satisfaction alimentaire : le dilemme du consommateur burkinabè (ou de celui qui le prend pour objet) », Séminaire de l'UMR MOISA, Dury Sandrine et Bricas Nicolas (coord.), Montpellier, 26 février 2015.
Hubert Bernard, 2006. « Introduction. Sécuriser l'alimentation de la planète », p. 11-22, in : Hubert Bernard, Clément Olivier (éds.), 2006. Le monde peut-il nourrir tout le monde ? Sécuriser l'alimentation de la planète. IRD-Editions Quae, p. 17-18.

- Hubert Bernard et Casabianca F., 2003. « Entre mondialisation et dynamiques localisées, quelle sécurisation pour des systèmes alimentaires durables ? », in : *Productions agricoles et développement durable*, Inra Mensuel, n° 116, p. 10-13.
- Janin Pierre, 2016. *L'insécurité alimentaire : entre géographie du risque et géo-politique du développement*, in: *Une géographie de l'insécurité alimentaire. Spatialités et temporalités du risque et de la décision*, Habilitation à diriger des recherches, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, vol. 2, 369 p.
- McCullum Christine, Pelletier David, Barr Donald, Wilkins Jennifer and Habicht Jean-Pierre, 2004. « Mechanisms of Power Within a Community-Based Food Security Planning Process », *Health Education & Behavior*, vol. 31, n° 2, p. 206-222.
- Nussio Enzo and Pernet Corinne A., 2013. "The Securitization of Food Security in Colombia, 1970–2010", *Journal of Latin American Studies*, 45, p. 641-668.
- Patel Raj, Bezner Kerr Rachel, Shumba Lizzie & Dakishoni Laifolo, 2015. « Cook, eat, man, woman: understanding the New Alliance for Food Security and Nutrition, nutritionism and its alternatives from Malawi, *The Journal of Peasant Studies*, vol. 42, n° 1, p. 21-44.
- Touzard Jean-Marc et Temple Ludovic, 2012. « Sécurisation alimentaire et innovations dans l'agriculture et l'agroalimentaire: vers un nouvel agenda de recherche ? », in : Dury Sandrine et Janin Pierre (coord.), 2012. *op. cit.*
- Truman P. Phillips; Daphne S. Taylor, 1990. "Optimal control of food insecurity: a conceptual framework" *American Journal of Agricultural Economics*, vol. 72, n° 5, p. 1304-1310.
- Von Braun Joachim, 2013. "International cooperation for agricultural development and food and nutrition security. New institutional arrangements for related public goods", United Nations University (UNU)-World Institute for Development Economics Research (WIDER), *WIDER Working Paper*, n° 61, 25 p.